

## FICHE DE PRESENTATION

-----

I) Objet : Les stratégies en présence en Ex-Yougoslavie

II) Auteur : CE(TA) DEKERLE Stéphane

III) Date de rédaction : 14/03/2000

IV) Division : C groupe 4

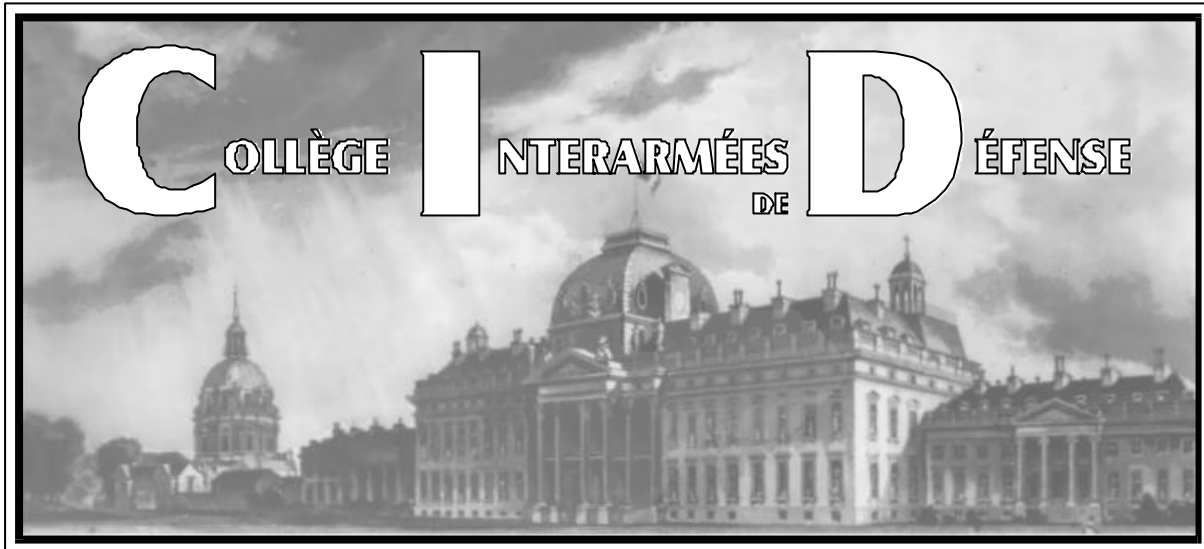
V) Nature du travail

Mémoire de stratégie.

VI) Résumé de synthèse: Le conflit en Ex-Yougoslavie a eu des conséquences très importantes en Europe notamment. Les stratégies utilisées ont été peu étudiées jusqu'alors. Elles peuvent être analysées d'un point de vue différent : utilisation des populations, refus de la guerre par les pays intervenants, détournement du Droit qui aboutit à l'ingérence.

VII) Mots clés

Ex-yougoslavie. Ingérence. Droit international. Populations. Nettoyage ethnique. Pacifisme. Union européenne.



## **MEMOIRE DE STRATEGIE**

-----

**Les stratégies en présence dans le conflit yougoslave**

**Officier rédacteur: CE (TA) DEKERLE STEPHANE**

## **LES STRATEGIES EN PRESENCE DANS LE CONFLIT**

### **YOUGOSLAVE.**

Le conflit yougoslave, depuis l'éclatement de la Fédération en 1991, a marqué la vie politique des pays européens à un moment crucial de leur évolution. Sur le plan politique, il est à noter que, paradoxalement, c'est l'éclatement sanglant d'une fédération qui a accéléré la construction européenne vers ce qui ressemble de plus en plus nettement à une autre fédération. La géopolitique de cette partie de l'Europe sort également extrêmement modifiée par ce conflit et voit se former un bloc orthodoxe autour de la Russie avec la Serbie, le Monténégro, la Grèce et Chypre. Cette zone s'oppose désormais à l'ancienne aire ottomane sous influence américaine en Turquie et en Bosnie, alors que la Slovénie et la Croatie réintègrent l'aire Ouest-européenne et tentent de tourner le dos aux Balkans. Quant à l'Allemagne, elle a stratégiquement soutenu ces deux pays, les plus riches de la zone mais aussi les plus liés à son histoire, confortant sa suprématie géopolitique en Europe centrale et débouchant désormais sur la Méditerranée. L'Alliance Atlantique sort également renforcée de ce conflit puisqu'elle a trouvé à un instant crucial de son existence des raisons de perdurer à la disparition du Pacte de Varsovie et voit la France reprendre sa place au sein de la structure militaire intégrée. Ce sont encore les derniers soubresauts du conflit, dans la province serbe du Kosovo, qui décident les dirigeants européens à marcher vers un concept de défense européenne. Ayant évoqué les enjeux extraordinaires qu'a porté ce conflit, il reste à suivre le déroulement stratégique de ces combats et à analyser de manière détachée les événements, l'attitude et surtout la stratégie des différents belligérants et des organismes ainsi que des puissances qui intervinrent dans le règlement de celui-ci. Des décisions importantes et même capitales pour l'avenir de l'Europe et surtout de l'Union européenne allaient être prises à la suite de ces événements.

Pourtant l'analyse politique et stratégique de cette période est encore à faire. En effet, les difficultés extrêmes rencontrées par les différents acteurs de la politique internationale dans la résolution de ces guerres montrent que les stratégies des belligérants ont été efficaces et ont permis d'atteindre certains des objectifs fixés en dépit des efforts diplomatiques, humanitaires et militaires déployés pour empêcher ces accomplissements.

## I/ Première partie : Le déroulement du conflit et l'évolution des stratégies:

Le conflit éclate pour des raisons profondes et prévisibles. Des divergences de fond existent dans la stratégie politique de la Fédération.

Les sécessions serbes en Croatie et la volonté de Milosevic, exprimée dès 1990, d'unir, en cas de transformation de la Yougoslavie, tous les Serbes y résidant dans un même Etat, équivalaient à une véritable déclaration de guerre pour les autres Républiques la composant. Les Slovènes et les Croates proposaient au contraire en octobre 1991 une restructuration de la Yougoslavie en une confédération comprenant six Républiques dotées des attributs d'un Etat souverain :

- Monnaie,
- Armée,
- Représentation diplomatique propre à l'étranger.

Ces différences fondamentales allaient aboutir à l'éclatement sanglant de la Fédération. La guerre éclate en Slovénie, le 27 juin 1991 et va se propager ensuite en Croatie et en Bosnie pour s'éteindre en 1995, avant de reprendre en 1999 en Serbie (Kosovo).

La communauté internationale voit d'un œil inquiet le début de dislocation de la Fédération. En effet, celle-ci avait trois raisons d'existence qui étaient stratégiques aux yeux des européens :

- Elle contribuait à la stabilité Est-Ouest grâce à sa fonction de pays non aligné,
- elle barrait la route à des volontés d'hégémonisme,
- et enfin elle assurait un certain équilibre entre les peuples des Balkans.

Cependant pour les peuples de ces Républiques, la survie de la fédération n'était pas acquise. Les déséquilibres internes, politiques et économiques, devaient trouver une solution. Les raisons du conflit sont donc profondes. La Fédération yougoslave est en effet malade

quand en 1989 s'effondre le mur de Berlin suivi de près par la dissolution de l'URSS. Déjà quand meurt Tito en 1980, les discussions sur l'avenir de cette fédération s'engagent dans le but de trouver des solutions aux antagonismes étouffés par la main de fer de Tito. Ces problèmes internes à la Yougoslavie étaient d'ailleurs connus des dirigeants de l'Europe de l'Ouest qui ont préféré ne pas les voir. Les antagonismes ancestraux entre les peuples croate, bosniaque, albanais et serbe n'expliquent pas à eux seuls les événements de 1991.

#### I.1/ Des forces centrifuges qui annihilent toute stratégie fédéraliste :

Les tendances sécessionnistes tout d'abord trouvent leur origine dans la volonté de la Croatie et de la Slovénie de faire évoluer la Fédération vers un système plus décentralisé. Cette volonté s'oppose aux thèses serbes qui préfèrent un exécutif centralisé et fort que la constitution de 1974 essaye de préserver tout en accordant un certain transfert de compétences aux Républiques. Ce système n'a aucune chance de survivre à la mort de Tito. A ces problèmes politiques s'ajoutent les tensions liées à la dispersion des ethnies. Le peuple serbe est notamment très largement dispersé puisque sur 8.4 millions de serbes, 3.4 vivent en dehors de la petite Serbie (sans le Kosovo et la Voï vodine). Ces deux régions érigées en provinces autonomes seront d'ailleurs le foyer de développement du nationalisme serbe. C'est en 1986 que l'Académie des Sciences de Belgrade publie un mémorandum sur la discrimination du peuple serbe au Kosovo et en Krajina (Croatie). Slobodan Milosevic qui a réussi à prendre le contrôle de la Ligue des Communistes de Serbie va dès lors utiliser ce thème porteur comme moyen de prise de pouvoir.

#### I.2/ La guerre commence au Kosovo :

Milosevic devient Président de la Serbie en 1990 après avoir mis au pas les provinces indépendantes et supprimé le statut

particulier du Kosovo. Dès 1990, les actions politiques de Milosevic avaient donc jeté sur les routes 100 000 albanais du Kosovo. Cette première vague de purification ethnique va avoir des conséquences énormes sur la suite des événements. En effet, les Croates, les Bosniaques (musulmans) et les Macédoniens savent désormais que Milosevic souhaite, par la force si nécessaire, imposer la domination de la Serbie sur la fédération. Le contrat moral qui liait les dirigeants des Républiques est rompu.

I.3/ Des divergences profondes sur la politique économique de la fédération. Une situation économique qui empire, une situation politique favorable aux nationalistes :

L'affrontement entre les deux camps, centralisateur et pro-indépendantiste, va bloquer toute tentative de réforme et aboutir à une inflation galopante. L'opposition de la Slovénie à un renforcement de la solidarité économique va avoir pour conséquence la confiscation des avoirs de la banque de Yougoslavie par la Serbie. La guerre économique qui commence dès 1990 est le premier constat de la désagrégation de la fédération.

Une sortie du communisme ratée : les nationalistes au pouvoir.

La délégation slovène est également à l'origine en 1990 de propositions visant à abolir le rôle leader du Parti Communiste. Ces propositions se heurtent au veto serbe et le parlement yougoslave est dissous, entraînant de nouvelles élections dans les Républiques. Ces élections seront remportées par les nationalistes qui incarnent la défense des intérêts des populations face aux revendications des autres ethnies. D'autre part, la représentativité du peuple yougoslave est désormais incarnée par les dirigeants élus par chaque nationalité. La peur des extrémismes communistes aura abouti paradoxalement à l'accession au pouvoir des partis nationalistes les plus durs.

I.4/ La guerre s'étend par les Krajina :

Nés au Kosovo, les conflits interethniques se développent dès l'été 1990 dans les Krajina, peuplées majoritairement de Serbes. Les premiers barrages routiers s'érigent au lendemain de la défaite des communistes et de l'élection de Franjo Tudjman. Cette élection est suivie de la proclamation de la souveraineté croate, le 25 juillet 1990, par l'Assemblée Nationale croate. Le même jour, les Serbes de Croatie proclament l'autonomie de la Krajina et organisent un référendum sur l'autonomie qui est approuvé à 99 %, le 21 décembre 1990. Le lendemain, le Parlement de la Croatie adopte une nouvelle constitution qui modifie le statut de la communauté serbe. "Nation constituante" sous Tito, elle devient "minorité" comme les Albanais du Kosovo. Cette notion de minorité est inacceptable pour tous les peuples de la Fédération. Même les musulmans, pourtant peu influents, avaient obtenus de Tito le privilège de constituer enfin un peuple et non plus une minorité.

Des événements qui mettent le feu aux poudres. Ces mesures mettent le feu aux poudres. Les médias serbes mènent une intense propagande anti-croate et les Serbes des Krajina, choqués par la reprise par Zagreb des symboles de l'époque des Oustachis de la seconde guerre mondiale, déclarent leur indépendance le 26 mars 1991. Les médias serbes utilisent avec succès une stratégie de désinformation basée sur les erreurs croates et les souvenirs du deuxième conflit mondial. Les conflits entre policiers croates et miliciens serbes dégénèrent et avant même que la Slavonie soit touchée, les Krajina s'enfoncent dans la violence.

#### 1.5/ L'amorce d'une stratégie croate :

Sur le plan politique, les Croates craignant une sécession serbe, organisent un référendum sur l'indépendance, le 21 mai 1991, qui est le premier acte vers la déclaration d'indépendance croate et slovène du 25 juin 1991. D'intenses négociations seront menées à partir du 26 décembre 1990 entre les autorités politiques des Républiques, issues des scrutins de l'année 1990 et le Présidium collectif. Ces négociations

aboutirent d'ailleurs à une impasse en raison d'une opposition des présidents macédonien et bosniaque. C'est notamment Alija Izetbegovic, représentant des Bosniaques, qui rejette le plan de compromis qui incluait des éléments de fédération et d'autres de confédération. La Croatie et la Slovénie se préparent donc à une indépendance non négociée contrairement à leurs propositions initiales.

#### I.6/ Les trois guerres yougoslaves se succèdent en Slovénie, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine :

Ces trois conflits concrétisent la poursuite de buts extrêmement différents.

La guerre en Slovénie. Il s'agit d'une guerre de la fédération uniquement animée par les Serbes, contre la sécession, c'est une guerre "anti-sécessionniste". Dans la pratique, les forces fédérales d'un côté, la Défense Territoriale slovène de l'autre, s'affrontèrent pendant 19 jours et le nombre de victimes est très faible. Le Présidium collectif de la Fédération, en fait la Serbie, prend acte de sa défaite militaire en signant les accords de Brioni qui décident du retrait du territoire slovène des Forces Armées de la Fédération, le 18 juillet 1991. Cette relative modération des Serbes s'explique en partie par le fait que seulement 2% de la population résidant en Slovénie est serbe. Dans d'autres Républiques, le pourcentage nettement plus important de Serbes va susciter des affrontements d'une violence sans comparaison.

La guerre en Croatie : une stratégie serbe de conquêtes territoriales. En Croatie, en effet les événements vont être plus tragiques. Il va s'agir non pas d'une guerre anti-sécessionniste, mais plutôt d'une guerre visant à conquérir des territoires. Pour la Serbie, le but est d'amputer la Croatie de régions dans lesquelles elle revendique une concentration de nationaux. C'est le principe des "Sudètes". Les combats vont donc se développer pendant 6 mois et consistent à s'assurer le contrôle des régions occupées depuis l'été 1991. L'objectif sera aussi d'en expulser les populations

croates. Les milices serbes lancent des offensives, appuyées par l'Armée Fédérale, sur des régions importantes de Croatie et rencontrent de nombreux succès face à des troupes croates qui n'ont pu, contrairement aux forces slovènes, conserver les armements de la défense territoriale. Ces offensives menées de juillet à septembre 1991 amputent la Croatie d'un tiers de son territoire. Les combats se déroulent en Slavonie et en Krajina et impliquent les forces fédérales, c'est pourquoi la Croatie en septembre soumet les casernes fédérales implantées sur son territoire à un blocus afin également de récupérer l'armement qui lui fait défaut.

L'escalade du conflit, l'irritation de l'Union européenne. Cette action est très critiquée par les pays de l'Union européenne et a pour conséquence une escalade du conflit puisque c'est désormais ouvertement que l'Armée Fédérale se bat aux côtés des miliciens serbes y compris avec l'engagement des forces aériennes et navales. Ce tournant de la guerre voit l'Armée Fédérale s'impliquer totalement dans les combats et commencer à bombarder les villes en zone croate. Vukovar sera ainsi pilonnée avant de tomber aux mains des Serbes le 18 décembre 1991. Après cette prise difficile pour l'Armée serbe, les objectifs sont atteints. L'arrivée de l'hiver entraîne l'arrêt des combats. Les miliciens serbes tiennent alors l'essentiel de la Slavonie, la Krajina alors que la côte dalmate est coupée en deux à hauteur de Zadar et que Dubrovnik est sous le feu des canons serbes.

L'arrivée de l'ONU en Croatie oblige les belligérants à revoir leur stratégie. Les forces de l'ONU arrivent à ce moment pour entériner les conquêtes serbes pendant trois ans. La guerre de mouvement ne reprend qu'en juin 1995 avec l'attaque par les Croates dans le secteur des villes de Daruvar et Pakrac puis avec l'offensive "Oluja" (éclair) qui rétablit la présence croate sur la Krajina. Ces offensives s'accompagnent de combats peu intenses car les milices serbes de Croatie ne reçoivent pas à cette occasion un soutien très net de la Serbie de Milosevic.

La guerre en Bosnie. Des stratégies croates et serbes qui se rejoignent. La guerre en Bosnie-Herzégovine (BiH) est plus totale, intense et étendue que les deux guerres que nous venons de décrire. En novembre 1991, les Serbes de Bosnie organisent un référendum sur l'avenir de la BiH et en particulier sur l'indépendance de leur communauté. Ils créent ainsi une nouvelle organisation administrative qui leur est favorable et qui compte six régions. Cette création unilatérale imite en quelque sorte l'action des Serbes de Krajina en Croatie. Cependant la guerre en BiH est déclenchée par les résultats au référendum sur l'indépendance. Ce référendum, qui est organisé sur demande de la Communauté européenne en février et mars 1992, fait apparaître des résultats très majoritairement en faveur du "oui" dans les zones à majorité croate ou bosniaque (musulman) alors que les Serbes ont boycotté ce scrutin. Le 6 avril 1992 les combats en BiH débutent avec le siège de Sarajevo par les forces serbes. Ces combats déclenchent la reconnaissance de l'indépendance de la BiH par la Communauté européenne puis par les Etats-Unis. Dans ce conflit, les enjeux militaires sont moins importants que les enjeux de territoire. Les forces croates et bosniaques en présence sont très inférieures aux forces serbes. L'Armée Fédérale va essayer de son côté d'apparaître neutre dans ce conflit. En fait, ses forces font mine de se retirer puis passent sous contrôle des dirigeants de la nouvelle Armée de la République Serbe de Bosnie, autoproclamée.

#### 1.7/ La stratégie des Serbes de Bosnie épouse pourtant les intérêts de la Serbie en Bosnie. Les Croates et les Bosniaques se rapprochent :

Il s'agit de relier entre eux les territoires à majorité serbe afin de constituer une "Grande Serbie". La région des Krajina de Bosnie est donc l'objet des premières offensives avec la prise des principales villes à majorité musulmane de celle-ci : Banja Luka, Sanski Most, Prijedor ... Les forces croates quant à elles abandonnent le corridor de Posavina ce qui crée de fortes tensions avec les forces bosniaques et va aboutir à l'affrontement de ces deux communautés en Bosnie centrale, notamment à Mostar. Le Président de la République croate, Franjo

Tudjman a-t-il décidé à l'instar de son homologue serbe de participer à la partition d'une Bosnie qu'il croit voué à la disparition ? Ces affrontements entre Bosniaques et Croates permettent aux Serbes de procéder au nettoyage de la Bosnie orientale et des attaques sont alors lancées vers les enclaves de Srebrenica, Gorazde alors que Sarajevo et Tuzla font l'objet d'assauts répétés. De mai 1993 à mars 1994, les combats statiques font rage entre les trois parties, particulièrement à Bihac, dans la région de Mostar, en Bosnie centrale vers Sarajevo, Tuzla et enfin autour des trois enclaves en Bosnie orientale, Gorazde, Zepa et Srebrenica.

Ces combats n'aboutissent à aucun résultat particulier si ce n'est au rapprochement des parties croate et bosniaque sous l'impulsion des Etats-Unis.

La réalité des fiascos militaires enregistrés par les Croates joue également un rôle moteur dans cette stratégie et les encourage à abandonner au moins en partie leurs prétentions en Bosnie et à renoncer au soutien des dirigeants les plus extrémistes. La stratégie commune aux croates et aux serbes de faire éclater la Bosnie en deux entités rattachées à la Croatie et à la Serbie a échoué.

#### 1.8/ L'ONU change de tactique. L'OTAN entre en scène. Les Serbes changent de stratégie :

A la même époque, la première action coercitive de l'ONU envers les Serbes de Bosnie les oblige à retirer leurs armes lourdes à plus de 20 kilomètres de Sarajevo. Cette action fait suite à un carnage intervenu après la chute d'un obus sur un marché de cette ville. L'année 1994 verra les forces bosniaques se renforcer grâce à l'appui logistique des Etats-Unis et le rapport de forces en Bosnie s'équilibrer. L'année 1995 s'ouvre sur une trêve de quatre mois pour l'ensemble des belligérants. Cependant, l'intransigeance des Serbes de Bosnie de plus en plus liés aux Serbes de Croatie (Krajina) augure mal des propositions de négociations et une reprise des combats dès le printemps est pressentie. L'offensive éclair

des forces croates commence effectivement le 1<sup>er</sup> mai 1995 sur la Slavonie occidentale qui est reprise au terme de quarante huit heures de combat. Les Bosniaques pour leur part, toujours handicapés en armes lourdes mais disposant de troupes nombreuses, multiplient les actions tendant à épuiser le potentiel serbe pour obtenir des conditions de négociation plus favorables.

Sans porte de sortie, vers une stratégie serbe du pire : terrorisme et représailles.

Cette période voit un tournant de la guerre. En effet, surpris par l'ampleur de l'offensive croato-bosniaque, les Serbes de Bosnie décident de harceler les zones contrôlées par les Bosniaques et prennent à partie les populations de Sarajevo, de Zepa, Srebrenica ... Aux abois, ils bombardent la capitale bosniaque démontrant qu'ils ne respectent plus la zone d'exclusion autour de celle-ci. La confrontation avec la Forpronu devient inévitable. Le 24 et le 25 mai 1995, l'attaque aérienne par l'OTAN d'un dépôt de munitions serbe, situé près de Pale, déclenche une crise grave avec les Serbes de Bosnie au cours de laquelle 400 casques bleus sont pris en otage. Ces derniers sont rapidement libérés mais la France et le Royaume-Uni décident de l'envoi d'une force de réaction rapide de 10000 hommes avec un mandat moins restrictif que celui de la Forpronu.

Les événements se précipitent vers un dénouement du conflit par les armes.

Les forces bosniaques tentent de desserrer l'étau autour de Sarajevo par une attaque sur le mont Igman. Les Serbes de Bosnie en représailles s'emparent de Srebrenica le 11, puis de Zepa le 25 juillet. La menace sur la ville de Bihac qui relie la Bosnie (Banja Luka) et qui est sur le point de tomber aux mains des Serbes fin juillet et les Krajina (Knin), déclenche une opération croate de soutien aux forces bosniaques de la région. La Croatie pousse son avantage en lançant le 4 août 1995 une forte offensive sur les Krajina. L'opération "Oluja" ramène les forces, mais aussi les populations serbes, de Krajina à la frontière avec la Bosnie.

L'Armée Gouvernementale prend alors l'initiative en profitant du désarroi des forces serbes et prend le contrôle de zones importantes en Bosnie. Les Serbes répondent à nouveau à ces avancées par des actions de représailles sur le marché de Markale le 28 août, provoquant de nombreuses victimes. Cette fois, l'OTAN déclenche des raids aériens massifs et violents qui vont durer près de trois semaines. L'attaque croato-musulmane se déroule pendant ce temps avec des succès spectaculaires qui ramènent le rapport territorial entre Serbes et Croato-musulmans autour de 50 % comme le prévoyait certains plans de paix. La progression des forces croato-musulmanes marque alors une pause qui paraît imposée par les puissances qui la soutiennent.

Cette première partie se termine sur l'intervention de l'OTAN et de l'ONU dans la province serbe du Kosovo qui étant trop récente pour avoir été analysée avec recul ne sera pas traitée ici.

Les stratégies en présence au Kosovo ne sont d'ailleurs pas différentes de ce qui a été vu en Croatie ou en Bosnie.

## II/ Deuxième partie : Les trois grandes stratégies employées pour atteindre les buts de guerre des belligérants :

Il s'agit maintenant pour nous d'étudier les constantes des stratégies employées dans le conflit yougoslave, notamment en ce qu'elles ont non pas de novateur mais de constant. Il est possible de distinguer en effet dans cette période trois grandes stratégies adoptées par les belligérants et les acteurs de paix. Ces stratégies ne sont pas originales, pourtant il est étonnant que leur analyse ait été rarement énoncée de façon claire et synthétique. Il est possible que la trop grande proximité géographique et temporelle empêche pour l'instant d'y voir complètement clair. Il est possible également que les pays qui ont joué un rôle dans ce conflit aient du mal à regarder en face le résultat de leurs stratégies.

- L'utilisation de la population comme troupe d'occupation pacifique,
- la "stratégie de la guerre à la guerre pour la paix",
- et enfin le détournement du Droit,

ont permis finalement aux belligérants d'atteindre en grande partie leurs buts de guerre. Les acteurs de paix peuvent, malgré le relatif échec de leur action, assurer aujourd'hui un armistice sur les territoires ravagés. La stratégie militaire des parties ne semble pas mériter un examen particulier dans la mesure où elle apparaît conventionnelle et sans originalité. D'autre part, elle fait l'objet d'études typiquement militaires sur l'efficacité des armes et des tactiques employées.

## II.2/ L'utilisation du Droit - La non-ingérence :

Le détournement des règles de Droit, notamment international, a été paradoxalement payant pour les belligérants. En effet, le Droit international, issu de plusieurs siècles de diplomatie et des tentatives de règlements des conflits qui ont suivi la première puis la deuxième guerre mondiale, est en théorie destiné à donner aux relations inter étatiques un cadre légal permettant de trouver des solutions pacifiques à des conflits d'intérêts qui, sans son intervention, pourraient mener à un conflit armé. Le Droit international permet de trouver un équilibre qui ne soit pas basé uniquement sur des rapports de force et donc de "contrer" les objectifs stratégiques et géopolitiques des nations.

La stratégie adoptée par les dirigeants communistes serbes s'appuie d'abord sur la notion d'affaires intérieures.

Cette notion juridique saine, légitime et juste, bien connue des régimes communistes des pays Est européens, permettait avant la chute du mur de Berlin de prendre des mesures parfois insupportables pour d'autres nations et pourtant basées sur des critères de Droit incontestables. L'internement d'opposants au régime soviétique était ainsi justifié par des raisons de sécurité intérieure et les protestations internationales restaient souvent d'une grande retenue. Cette utilisation du Droit international en Ex-yougoslavie a permis de paralyser pendant plusieurs années l'intervention de l'ONU, de l'OTAN ou même simplement des pays qui souhaitaient voir la fin d'un conflit se déroulant à leur porte. Les arguments juridiques qui ont été utilisés par les parties en cause sont liés au respect de la Fédération ou à son maintien, au Droit des peuples, et en particulier à celui des minorités, à disposer d'eux-mêmes et enfin à la non-ingérence dans le conflit. Le cas de la Fédération yougoslave n'est pas unique et les conflits qui se sont déroulés dans un passé récent dans le monde font tous apparaître des stratégies liées au Droit et notamment à la légitimité du pouvoir ou d'une intervention. Nous avons pourtant ici un facteur particulier qui est celui de l'agonie d'une fédération et la sortie d'un

système politique légal, légitime et pourtant rejeté par les dirigeants mais aussi par les peuples qui la composent.

La stratégie de maintien de la Fédération.

Cette stratégie doit permettre aux dirigeants serbes de conserver un contrôle sur les Républiques. Alors que les buts stratégiques recherchés par les autres parties en présence s'appuient sur le Droit des nations constituantes à décider de leur avenir dans la mesure où elles représentent les aspirations politiques de leur peuple, le Droit est utilisé pour maintenir ces peuples de force dans un système qu'ils rejettent. Le Droit international s'oppose alors au Droit des peuples ou des populations à disposer d'eux-mêmes. La stratégie pour Belgrade est de tenter d'empêcher une indépendance slovène. La stratégie utilisée sera diplomatique, politique et militaire. Le Droit international est utilisé pour freiner l'indépendance slovène alors qu'en Croatie, les dirigeants serbes utilisent au contraire le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour tenter de dépecer cette nation constituante de la Fédération et l'amputer des régions comptant un pourcentage important de Serbes. Il existe en fait un vide juridique créé par une dissolution d'une association d'Etats qui laisse ainsi place au détournement des règles de Droit international ou morales, à des fins stratégiques. Pour ces raisons, les autorités de Belgrade n'auraient pas accepté un quelconque déploiement de casques bleus au début du conflit. Une telle intervention aurait constitué une ingérence très claire dans les affaires intérieures yougoslaves. La reconnaissance des indépendances slovène et croate ouvrent la porte à une intervention.

Les premières conférences de paix qui se réunissent ont donc toutes pour souci majeur la préservation de l'intégrité territoriale de la fédération.

Ainsi à La Haye, la conférence de la paix qui s'ouvre en septembre 1991 alors que les combats s'intensifient en Croatie, postule une sauvegarde de la Yougoslavie, position soutenue notamment par les Anglais et les Français. Les Allemands pour leur part, sont favorables à des indépendances négociées et poussent de facto la Fédération vers un éclatement rapide. La commission Badinter mise en

place par la France et l'Allemagne finit d'ailleurs par préconiser les modalités de reconnaissance des indépendances.

Trois plans successifs seront proposés entre le 18 octobre et le 5 novembre 1991, visant à transformer la Fédération en une confédération de Républiques souveraines et indépendantes tout en maintenant l'intégrité des frontières externes et internes de la Fédération yougoslave. Ces propositions sont rejetées par la Serbie car elles ne correspondent pas à leur volonté centraliste d'une part et d'autre part car elle ne permet pas d'assurer le Droit des minorités serbes, notamment en Croatie, à disposer d'eux-mêmes.

Les proclamations d'indépendance contradictoires qui s'annulent. L'arme juridique derrière la proclamation des Républiques serbes de Krajina (RSK) et de Bosnie.

Les indépendances croates et slovènes étant contestables d'un point de vue juridique, ces Républiques, autoproclamées et crédibilisées par des référendums obtenant des majorités écrasantes (99%), devaient avoir aux yeux de leurs créateurs un poids juridique égal à celui des deux pays cités. Cette stratégie est là aussi payante puisque la communauté internationale sans reconnaître ces entités va s'engager cependant dans une voie de partition administrative territoriale, étudiant des plans de paix dont nous reparlerons plus loin, basés sur des zones de peuplement, prenant en compte les pourcentages de populations de telle ou telle nationalité installées dans ces régions.

L'embargo sur les armes relève de la même stratégie de respect du Droit international.

Cette constante de non-intervention des pays européens comme nord-américains est très bien illustrée par cette décision d'embargo sur les armes. Il est en effet généralement admis qu'aucune nation ne peut par la livraison d'armes prendre partie en faveur d'une des factions en lutte au sein d'un Etat souverain. Cette politique permet donc aux forces serbes de ne trouver en face d'elles que des unités légèrement équipées, sans armes lourdes. Plus grave encore, elle donne aux nations

agressées une justification de leur stratégie militaire puisque la communauté internationale les livrent pieds et poings liés aux agresseurs serbes. Cette erreur, de ne pas vouloir désigner l'agresseur pendant presque quatre années, est dictée par la stratégie d'équilibre, de respect du Droit international qui impose que l'on s'en remette en cas de conflit à un arbitrage basé sur la bonne volonté des parties. L'embargo économique contre la Serbie et le Monténégro, seule "sanction" décidée rapidement, sera mis en œuvre par la Communauté européenne fin 1991 dans la mesure où d'une efficacité certes limitée, il ne signifiait pas une ingérence contraire au Droit international.

La stratégie adoptée ensuite face aux négociateurs internationaux : le déficit de légitimité de l'OTAN comme de l'UE.

L'appel à l'OTAN en début de conflit ne pouvait avoir aucune suite juridique puisque l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord n'était jamais intervenue hors zone. Le nouveau concept stratégique qui émerge suite à la dissolution du Pacte de Varsovie rappellera d'ailleurs à Rome en novembre 1991 le caractère uniquement défensif de cette alliance. L'appel à l'UEO était quant à lui difficile et il aurait fallu une résolution de l'ONU pour permettre son intervention. Le traité sur l'Union européenne était par ailleurs en cours d'adoption et le sommet de Peters Berg ne fixera que le 19 juin 1992 les nouveaux cadres d'action de l'UEO. Ce sont ces raisons qui, juridiquement, ont abouti à une paralysie complète des organismes de sécurité internationaux face aux agissements des parties qui ont su utiliser le Droit international pour protéger leurs actions pourtant immorales et contraires aux principes fondateurs de ce même Droit international.

L'utilisation du Droit pénal pour dégager la responsabilité politique.

La responsabilité pénale individuelle proclamée par la communauté internationale et la création du Tribunal Pénal International (TPI), le 22 février 1993, aboutissent paradoxalement à individualiser les fautes et à permettre de mettre en place de structures "paravents" qui évitent de remonter aux vrais commanditaires. Ainsi la condamnation

récente du général croate commandant les forces militaires des Croates de Bosnie (HVO) disculpe de façon indirecte la responsabilité du gouvernement croate dans les atrocités commises contre des villageois musulmans.

D'autre part, l'utilisation du Droit international par les parties leur permet de jouer un jeu sans scrupules visant à la fois à gagner du temps sur le terrain et à geler leurs conquêtes territoriales.

Le statut de négociateur, qui est octroyé à bon compte aux chefs de file nationalistes par la communauté internationale, puisque celle-ci veut intervenir dans un cadre légal, fait apparaître les artisans mêmes du conflit et des combats comme des négociateurs de paix privilégiés. Ces derniers appliquent donc avec succès une stratégie visant à se démarquer des milices qu'ils affirment ne pouvoir contrôler. Il s'agit d'utiliser la confusion pour éviter d'apparaître comme l'agresseur. C'est ainsi le cas du marché de Sarajevo sur lequel un obus de mortier fera en 1994 de nombreuses victimes sans qu'il soit possible d'identifier l'origine du tir. L'enquête menée par l'ONU sur place aboutira à la conclusion que l'arme utilisée était placée très près de la ligne de front, quelques dizaines de mètres seulement, permettant ainsi d'attribuer à l'une des parties un tir effectué par l'autre partie. Chaque partie utilisera d'ailleurs cette stratégie et certains des actes de barbarie attribués à telle entité sont en réalité le fait de la partie adverse. On retrouve là des méthodes de provocation dignes d'idéologie totalitaires, chères au Chancelier Hitler ou au Président Staline.

La stratégie de sortie du conflit.

L'utilisation du Droit ne s'arrête pas aux accords de Dayton ou au Traité de Paris. La sortie du conflit engendre les mêmes stratégie. Il s'agit de respecter le Droit international tout en organisant la partition administrative d'une nation souveraine, la Bosnie. La création d'une confédération croato - musulmane en Bosnie s'accommode mal du principe de non-partition de la Bosnie. Les relations directes bilatérales

sont ainsi autorisées entre les entités (Serbes avec Serbie et Croates avec Croatie). Ces résultats obtenus lors des négociations sont un exemple du succès rencontrés par la stratégie de détournement du Droit.

## II.2/ L'utilisation de la population :

La population est utilisée par tous les acteurs du conflit à leur profit suivant plusieurs stratégies qui s'avèrent payantes quand elles s'appuient sur des succès militaires complémentaires.

La population justificatif de souveraineté sur des territoires conquis par les armes.

L'Union européenne en organisant un référendum sur l'indépendance en Bosnie ou encore tous les négociateurs qui ont voulu organiser la future Bosnie ou la Croatie en prenant appui sur la répartition des ethnies ont contribué à l'épuration ethnique. En effet, les négociateurs en acceptant l'idée de donner un statut particulier à des minorités dans certaines régions ont accéléré le processus de purification de régions susceptibles de bénéficier de tels arrangements. La dynamique sécessionniste serbe en Croatie a eu un impact décisif sur la politique indépendantiste de la Croatie comme celle-ci est à l'origine du mouvement indépendantiste de Krajina.

La purification ethnique : conséquence tactique ou stratégie de conquête ?

L'arme de la "purification ethnique" est d'une utilisation ancienne. Ainsi existe-t-il en Croatie, aux confins de la Bosnie (Krajina) une zone appelée "cordon" (en français) qui correspond à une région nettoyée des villages musulmans par les troupes d'un maréchal de Napoléon. L'empire austro-hongrois avait quant à lui, à l'inverse, implanté

des villages serbes suivant un arc de cercle Nord-Sud afin de stopper les incursions ottomanes par la Bosnie. Ainsi, même au pire moment de la guerre, alors qu'ils étaient pris entre les feux des Croates et des Serbes, les musulmans bosniaques n'ont jamais déposé les armes car ils avaient pu constater dans les différentes conférences et réunions de paix que seuls les avantages militaires obtenus sur le terrain sont entérinés par la communauté internationale dans les plans successifs.

Au-delà de cette stratégie purement militaire, la population a aussi et surtout été utilisée suivant une stratégie politique, diplomatique et idéologique.

Le premier objectif à atteindre pour les parties est de s'emparer idéologiquement des populations. Contrairement aux idées reçues, celles-ci ne manifestent pas une haine féroce à l'encontre des autres nationalités de la Fédération en ce début de conflit. Les mariages mixtes sont nombreux, les relations entre voisins, amis, collègues de travail sont chaleureuses et les convictions religieuses sont à placer au second plan des sources de conflit entre communautés. Il est donc nécessaire d'opposer les communautés par des méthodes d'intimidation et de provocation. Dans un premier temps, la propagande permet d'effrayer sa propre population pour la récupérer et l'implanter dans d'autres zones qu'il s'agit de conserver. C'est le cas des Krajinas et de la région de Banja Luka.

La stratégie de la terreur.

Contrairement à Hitler qui voulait éliminer certaines minorités dont les Juifs représentaient l'essentiel, les Serbes ont plutôt utilisé la stratégie de la terreur pour faire fuir les populations. De nombreuses atrocités ont bien sûr été commises mais elles sont plus souvent dirigées contre des combattants, comme à Srebrenica, et Zepa, que contre les femmes et les enfants. Les représailles fictives ou réelles de la partie opposée suffisent ensuite à assurer la terreur et prennent le relais de la terreur et de la propagande. Cette stratégie permet de contrôler politiquement une population au départ rétive à la propagande et méfiante

vis à vis des dirigeants nationalistes qui sont issus de la Nomenklatura communiste. Les guérillas maoïstes ou communistes ont souvent utilisé cette tactique, déplaçant les populations pour les placer sous leur coupe directe. La mise en place de six zones protégées par l'ONU : Bihac, Gorazde, Sarajevo, Srebrenica, Tuzla et Zepa a également contribué au nettoyage ethnique. La stratégie serbe, mais aussi bosniaque, a été de considérer que ces enclaves protégées devenaient des ghettos, des camps de grande dimension où les réfugiés pouvaient se regrouper dans une tranquillité précaire. Cette situation permettait d'engager sans scrupule le nettoyage des régions non protégées et d'autre part permettait aux autorités militaires bosniaques, croates ou serbes de recruter, parfois de force, des combattants dont l'idéal de reconquête de leurs terres venait coïncider aux objectifs politiques de ces derniers.

Les populations "repliées" votent pour ceux qui les protègent.

Le cas des zones protégées est caractéristique du détournement du but de ces zones qui sont passées de refuge à camps d'internement ou à ghetto. Ces zones permettent aux belligérants de contrôler la population, de l'endoctriner, de la recruter pour la faire combattre.

Les pays européens face à la stratégie de la population.

Cette stratégie d'acquisition de territoires est une vieille constante en Europe et dans la région. Le problème des réfugiés entraîne une vision très différente de la part des pays de la communauté internationale qui ne permet pas une approche concertée et logique. En clair, les pays européens ont une vision différente du conflit en fonction du nombre de réfugiés qu'ils seraient amenés à accueillir sur leur sol. Ainsi l'Allemagne qui compte 500 000 Croates sur son sol et un nombre important de Bosniaques ne peut pas envisager le conflit de la même façon que la France qui n'accueille que 22000 Croates et un nombre limité de Bosniaques. Les populations rentrent donc dans le cadre d'une stratégie politique et militaire par l'utilisation des minorités. Pourtant, la population

était habituée à vivre ensemble depuis des siècles et il n'y avait pas de fatalité balkanique comme il n'y avait pas de fatalité libanaise

L'intervention humanitaire a fait durer la guerre.

La politique humanitaire, dont un exemple est la visite de François Mitterrand à Sarajevo, a paralysé les recours aux solutions militaires. L'accès des secours alimentaires et médicaux a ainsi fait l'objet de négociations constantes avec les chefs nationalistes et leur a assuré un soutien logistique qui leur a permis de maintenir la pression sur leur propre communauté. La population a été utilisée comme une arme militaire pour occuper des territoires conquis comme nous venons de le dire dans ce qui précède, elle a aussi servi pour obtenir des soutiens logistiques alimentaires et médicaux. Elle a permis aux partis les plus nationalistes de contrôler de facto la population, par la contrôle de la distribution de l'aide humanitaire. Un certain chantage a ainsi été exercé sur sa propre population par les dirigeants nationalistes.

### II/ 3. La paix comme stratégie : Faire la guerre à la guerre sans faire la guerre :

La stratégie appliquée sur le plan politique et militaire par les puissances a été dictée par ce principe qu'il ne fallait pas ajouter la guerre à la guerre.

La paix par le gel des combats : Calmer les combats pour essayer de trouver une solution politique.

Ceci est un vieux réflexe de guerre froide bien qu'il soit antérieur à celle-ci. Depuis Munich en 1938, pour l'histoire moderne, une paix même défavorable sur le plan diplomatique ou moral, apparaît préférable à toute intervention militaire. La guerre est devenue hors la loi et

tout doit être fait pour l'arrêter ou l'empêcher. Ces principes qui ont reçu une impulsion inespérée au XX<sup>e</sup> siècle par l'hécatombe de la première guerre mondiale, transparaissent dans les tentatives de règlement du conflit. Un autre origine de cette attitude peut être trouvée dans la confrontation de la guerre froide. En effet, celle-ci a contribué au développement de nombreux conflits régionaux qui risquaient, s'ils n'étaient contenus, de dégénérer en une apocalypse nucléaire. Il s'agissait donc de s'interposer pour éviter l'extension de ces conflits et leurs conséquences apocalyptiques.

Le cas de l'Ex-Yougoslavie, la même stratégie a été appliquée par l'ONU mais aussi par les autres négociateurs dont la priorité était l'arrêt des combats.

Ainsi, la paix a été recherchée et négociée par toutes les organisations internationales qui se sont intéressées à un moment ou à un autre à la crise yougoslave. La CSCE, l'ONU, l'UEO, la Communauté européenne puis l'Union européenne ont fait des efforts durables pour apporter des solutions pacifiques et négociées aux conflits yougoslaves. On peut citer les représentants spéciaux tels que Lord Owen, Carl Bildt, Cyrus Vance et Thorvald Stoltenberg qui ont chacun proposé un plan de paix portant leur nom.

La recherche de la paix à tout prix est utilisée par les belligérants comme arme stratégique pour geler les conquêtes.

Cette stratégie de gel des combats a permis aux agresseurs de terminer leurs guerres de conquêtes, de se poser en négociateurs raisonnables et d'obtenir la consécration de leurs succès militaires tout en empêchant la partie agressée de revenir sur ces conquêtes. D'un point de vue moral, cet échec a ouvert la porte aux théories les plus nationalistes de poursuite des hostilités et a ôté aux négociateurs toute crédibilité.

L'échec de la paix à tout prix : le changement de stratégie des grandes puissances.

C'est enfin le Groupe de Contact, c'est à dire les grandes puissances, qui réussira à mettre un terme à la guerre. La fin de la guerre en Bosnie-Herzégovine en automne 1995 illustre donc l'échec de la stratégie de la paix martelée par les négociateurs depuis 1991. En effet, tous ces efforts étaient sous-tendus par l'assertion qu'il n'y aurait pas de solution militaire au conflit en Ex-Yougoslavie. L'idée était de ne pas ajouter la guerre à la guerre d'où découlent la décision d'embargo sur les armes, les interpositions entre parties et les plans de paix entérinant les conquêtes militaires des plus forts.

Or c'est bien l'offensive croato-musulmane de l'été 1995 qui aboutit à une résolution du conflit. Les raids de l'OTAN qui ont sinon permis du moins aidé au succès de cette offensive et qui ont marqué la volonté de l'OTAN de mettre un terme au conflit ont été payants. Les sites militaires serbes qui ont été frappés durement par l'aviation alliée au alentours de Sarajevo ont permis d'imposer aux Serbes de Bosnie des négociations qu'ils avaient jusque là refusées. Ainsi à Paris est adopté en décembre 1995, le plan de paix du Groupe de Contact.

La diplomatie à l'envers : les offensives se planifient par rapport aux plans de paix.

Les offensives se déclenchent donc, généralement avant chaque rencontre de recherche de la paix, pour saisir des gages territoriaux ou pour obtenir des avantages identiques à ceux concédés par faiblesse. Le conflit en Bosnie est ainsi alimenté par la reconnaissance de droits particuliers aux Serbes de Croatie.

Les dispositions des plans mènent à une intensification des combats. En effet, le fait de prendre en compte la majorité locale des ethnies encourage l'acquisition de cette majorité et donc la purification ethnique. Les combats de 1995 aboutissent à un renversement du rapport de forces en Bosnie qui passe d'une occupation serbe de 70% du territoire à un rapport de 50-50. A ce moment, les grandes puissances satisfaites de ce rapprochement de la situation sur le

terrain et de leurs propositions de paix, mettent fin aux offensives croato-musulmanes.

Cette dernière action offensive de la guerre n'est que le résultat d'une longue liste et la stratégie de recherche de gages territoriaux a pris le pas sur la diplomatie et a renversé les rôles.

C'est la conjonction des efforts diplomatiques de l'ONU et de l'action militaire de l'OTAN qui emporte la décision. La communauté internationale a cependant perdu quatre années durant laquelle elle a subi humiliations et échecs alors que 300 000 personnes perdaient la vie dans les combats ou suite à des exactions contre les civils.

En conclusion, force est de constater que les stratégies mises en œuvre dans le conflit par les belligérants ont porté leurs fruits.

Les succès remportés par les grandes puissances dans leur imposition d'un armistice puis d'un traité de paix en Bosnie et en Croatie cachent mal l'échec des buts poursuivis par ces puissances.

En effet, l'intervention ou l'ingérence visait à trouver une paix « morale », assurant aux populations et aux nations constituantes la poursuite du « Status Quo » antérieur au conflit.

D'une part, la Bosnie devait rester une et indivisible, d'autre part, les populations devaient continuer à vivre en harmonie sur l'ensemble des territoires de la Fédération.

Les instances politiques devaient évoluer vers la démocratie, aidée en cela par des aides financières considérables visant à assurer un développement économique de régions traditionnellement pauvres, principalement en Bosnie.

Or, les instances politiques responsables du conflit restent dans la plupart des cas au pouvoir. La partition ethnique leur laisse des territoires qu'ils sont libres de contrôler et d'occuper et a « remis en ordre » la mosaïque de peuples qui s'était formée au cours des siècles. Le succès territorial est donc bien là bien que certaines nationalités soient moins bien servies. Remarquons quand même qu'en Bosnie, les Serbes, principaux agresseurs, ne comptent qu'un peu plus de 30% de la population et ont obtenu pour leur « Republika Srpska » presque 50% du territoire.

Les auteurs de guerre se sont maintenus au pouvoir et ont même enregistré des succès électoraux inconcevables au regard des échecs rencontrés dans leur politique militaire, économique et

sociale. Le HDZ en Croatie avec Franjo Tudjman à sa tête s'est maintenu jusqu'à la mort de son leader historique. En Serbie, les opérations de l'OTAN et de l'ONU dans la province du Kosovo et les bombardements sur l'ensemble du territoire, dont la population a durement souffert, permettent à Slobodan Milosevic de resserrer son contrôle politique sur le pays et renvoie l'opposition à un rôle impossible. En Bosnie, le dirigeant Alija Izetbegovic dont le rôle dans le déclenchement des hostilités n'est pas à négliger, maintient son leadership et des influences islamiques extérieures ont pris pied dans la région grâce à l'aide apportée durant le conflit par certains pays arabes.

Les stratégies des parties ont donc obtenu des succès paradoxalement proportionnels à leur agressivité au cours du conflit.

La recherche de la paix par les puissances européennes et nord-américaines s'est plutôt apparentée à une recherche de la tranquillité vis à vis des opinions publique.

Les leçons à retenir sont les suivantes :

- 1/ L'embargo sur les armes a profité aux Serbes.
- 2/ Les plans de paix à tout prix ont contribué aux prises de gage territoriaux

Le conflit a montré surtout que face aux dirigeants occidentaux, souvent de bonne foi, les leaders des parties en présence ont réussi à faire progresser leurs idées et à obtenir la reconnaissance d'une grande partie de ce qu'ils avaient réalisé par les armes et la terreur sur le terrain.

Il est vrai que ces dirigeants avaient été formés à l'école de la stratégie titiste, alliant la rigueur communiste à l'expérience des succès contre les troupes allemandes et ayant à son actif le seul exemple réussi de résistance à Staline.

## BIBLIOGRAPHIE :

Dictionnaire de géopolitique

Aymeric Chauprade

François Thual

L'état du monde 1998, annuaire économique et  
géopolitique mondial

La découverte

La paix séparé en Ex-yougoslavie

Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe

Ex-Yougoslavie : Droit international et, politique et  
idéologies

Barbara Delcourt et Olivier Corten

Dernières guerres balkaniques

Sous la direction du général Jean Cot

L'Union européenne et la crise yougoslave : illusions et  
réalités

Jean-Antoine Giansily

Carte de l'Ex-Yougoslavie (1999)



Carte de la Bosnie Herzégovine (1999)

